

INTERVENTIONS

Journal des communistes de la Banque de France

2020 - n° 1

Pour surmonter la crise, une Banque de France ouverte aux citoyens

Financer les dépenses engagées par le système de santé et l'ensemble des services publics dans la lutte contre la pandémie ; garantir la continuité des activités économiques essentielles et rendre possibles toutes les productions nécessaires au système de santé ; maintenir les emplois et les compétences dans les secteurs dont l'activité est réduite ou

mise à l'arrêt ; avancer tout de suite les fonds indispensables à une relance économiquement, socialement et écologiquement efficace de la production dès que ce sera possible sans mettre en péril la santé des travailleurs... Autant d'impératifs dans lesquels la Banque de France a une part de responsabilité.

Depuis le début de l'épidémie, les agents de la Banque ont rempli une mission vitale pour l'économie : l'approvisionnement en billets.

Cette mission va devenir encore plus importante dans les mois et les années qui viennent, lorsque le maintien de la confiance du public dans la monnaie, matérialisée par la qualité des billets, sera de plus en plus menacée par les désordres économiques et financiers dont nous ne voyons aujourd'hui que le début.



Face à la crise, la Banque de France doit être beaucoup plus aux côtés des citoyens !

Plus de la moitié des salariés sont en chômage partiel. Des millions de nos concitoyens craignent de perdre leur emploi. Veiller à ce qu'aucun d'entre eux ne soit mis en difficulté dans ses relations avec le système bancaire est plus que jamais un service public : **la Banque doit devenir beaucoup plus accueillante pour les particuliers**, qu'il s'agisse du dépôt et du traitement de dossiers de surendettement, de litiges à propos de la gestion de leur compte ou de leur fournir des renseignements sur leurs droits en matière de services bancaires. Dans l'immédiat, la lutte contre le virus peut entrer en contradiction avec cet impératif d'ouverture. C'est pourquoi il n'y a rien de plus urgent, pour la Banque, que de mettre en œuvre les moyens de garantir la sécurité de ses usagers et de ses agents. C'est une de ses responsabilités essentielles, au même titre que celle qui lui incombe dans le financement de l'économie.

Une création monétaire sans précédent

La Banque centrale européenne et les 19 banques centrales nationales de la zone euro qui, avec elle, forment l'Euro-système avaient créé 3 000 milliards d'euros, depuis douze ans, pour venir au secours des banques et des marchés financiers. Aujourd'hui que cette réponse à la crise précédente débouche sur un nouveau cataclysme économique et financier, elles prévoient, rien que d'ici à la fin de l'année, d'y rajouter encore plus de 4 000 milliards.

**4 000 milliards !
Mais à quoi
va servir
tout cet argent ?**

300 millions d'Européens sont en droit d'exiger une tout autre utilisation de la monnaie créée par leurs banques centrales

D'une part, l'Eurosystème a l'intention de créer plus de 1 000 milliards d'euros pour acheter des titres, principalement des obligations émises par les États de la zone euro, sur le marché financier.

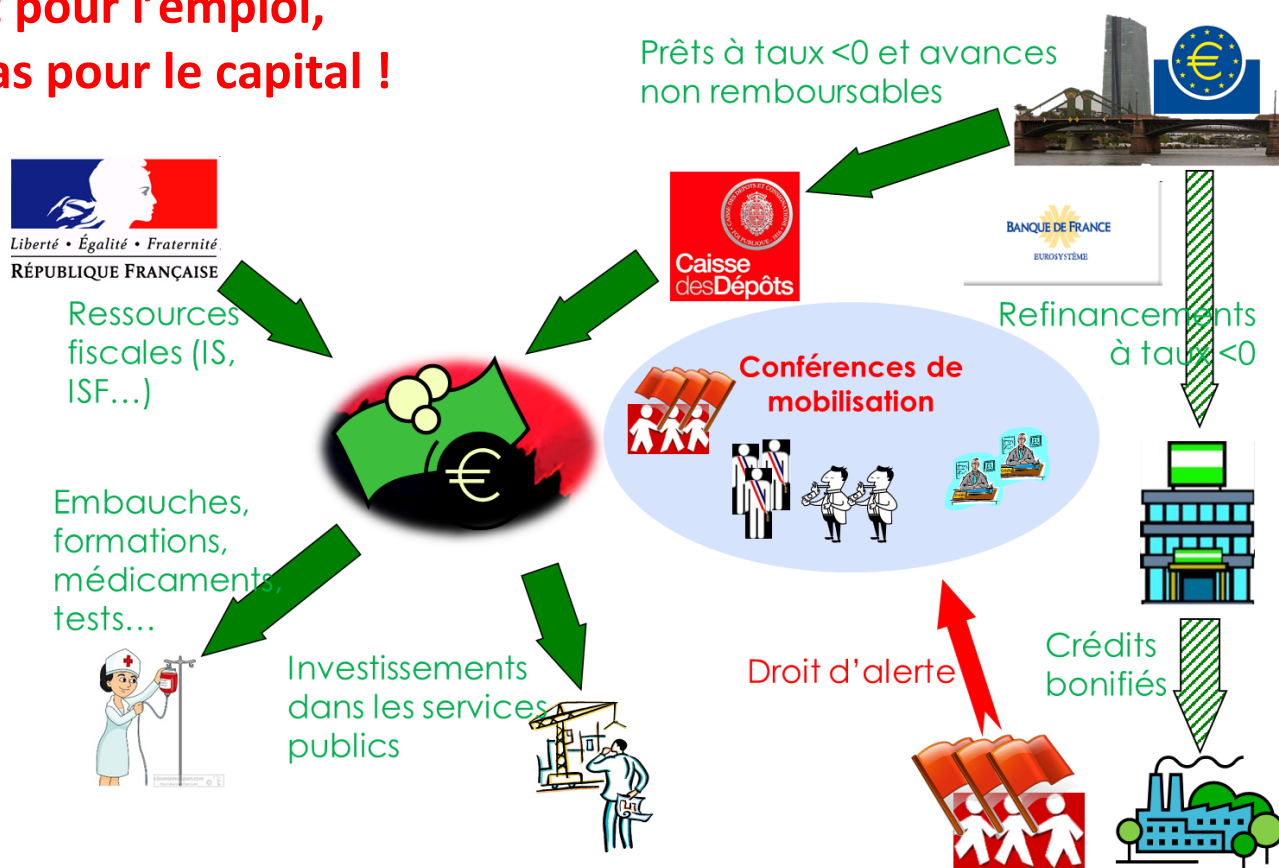
Que vont faire de cet argent les vendeurs de ces titres ? Ce sont des banques, des compagnies d'assurances, des gestionnaires d'actifs comme Blackrock, des multinationales... Leur seul objectif est de rentabiliser au maximum leurs portefeuilles financiers. Ils vont donc profiter de cette force de frappe procurée par les banques centrales pour exiger encore plus d'austérité dans les budgets nationaux, encore plus de baisse du coût du travail dans les entreprises !

Le PCF propose que les banques centrales alimentent un fonds de développement économique, social et écologique pour financer des projets démocratiquement élaborés, décidés, réalisés et contrôlés dans les différents pays de l'UE

C'est possible, sans attendre de changer les traités européens. L'article 123, paragraphe 2 du traité de Lisbonne autorise en effet la BCE à prêter à des entités publiques si elles ont le statut d'institutions financière monétaire.

On peut commencer tout de suite en France avec un fonds d'urgence et de mobilisation contre la pandémie géré par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Des milliards pour l'hôpital, pour les services publics et pour l'emploi, pas pour le capital !

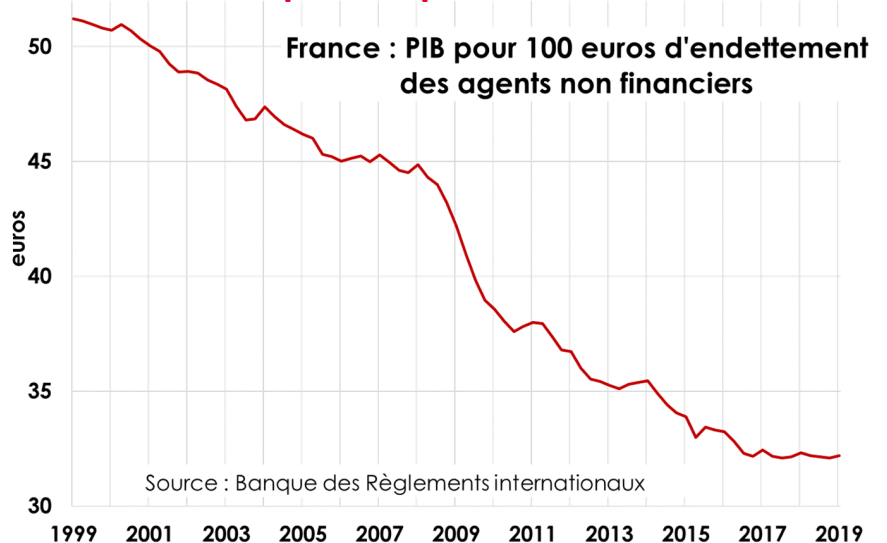


D'autre part, l'Eurosystème a prévu de prêter 3 000 milliards d'euros aux banques de la zone euro à des conditions très avantageuses (les taux d'intérêt sont négatifs, de -0,5 % à -1 % !)

À cela la BCE met, depuis quelques années, une condition : que les banques développent suffisamment leurs crédits aux entreprises et aux ménages. Mais, là encore, à quoi va servir cet argent ? Les grands groupes vont continuer à privilégier la rentabilité de leur capital : prises de contrôle de concurrents à grands frais d'OPA, spéculations, placement des bénéfices dans les paradis fiscaux...

Il faut au contraire que les refinancements de l'Eurosystème soient strictement réservés aux entreprises qui investissent dans l'emploi et la formation de leurs salariés afin de créer des richesses utiles en économisant l'énergie et les ressources naturelles.

Un financement de l'économie de plus en plus inefficace



La Banque de France doit mettre en œuvre activement une nouvelle sélectivité du crédit, pour l'emploi et l'efficacité économique, sociale et écologique

Elle sélectionne les crédits aux entreprises installées en France qui peuvent bénéficier du refinancement privilégié de l'Eurosystème : elle doit le faire selon des critères d'efficacité économique, sociale et écologique et cesser de se retrancher derrière une orthodoxie financière qui cache mal la soumission de la BCE aux marchés financiers. Elle dispose déjà en la matière d'une certaine autonomie au sein de l'Eurosystème, dans le prolongement des décisions de 2011 qui permettent aux banques centrales nationales de proposer de nouveaux types de crédits susceptibles d'être refinancés

Son action de contrôle des banques, des assurances et des mutuelles au nom de l'ACPR et de la BCE doit aller s'inspirer de cette même logique d'efficacité économique, sociale et écologique, au lieu de s'en tenir à une surveillance « prudentielle » de leur orthodoxie financière.

En ce qui concerne les PME-TPE menacées par la crise, la Banque doit aller plus loin que sa mission actuelle de médiation du crédit

Elle doit participer activement à des **conférences régionales ou départementales de mobilisation et d'urgence**, constituées à l'initiative des conseils régionaux et des comités économiques, sociaux et environnementaux régionaux, où **elle agirait aux côtés de tous les acteurs économiques et sociaux, en particuliers les représentants des salariés** et les élus locaux, pour mobiliser les moyens financiers au service d'objectifs démocratiquement élaborés : quelles productions développer en priorité dans les territoires, quelles embauches, quelles actions de formation et quels investissements programmer à cet effet. Elle doit, dans ce cadre, avoir le pouvoir d'imposer la prise en compte de ces projets prioritaires et leur financement par les banques commerciales.

Elle doit aider les citoyens à contrôler l'usage des fonds mis à la disposition des entreprises par les collectivités publiques et les banques centrales.

Pour faire face à la crise, la France a un outil irremplaçable : les compétences des agents de la Banque de France et leur présence sur tout le territoire

Notre pays, ses habitants, ont un besoin vital que les 12 000 agents de la Banque soient mobilisés à leurs côtés pour contrôler les aides publiques accordées aux entreprises, veiller à ce que l'argent des banques serve à des projets développement des richesses et de l'emploi dans les territoires.

Il faut procéder d'urgence aux embauches statutaires qui permettront à la Banque de s'ouvrir aux citoyens.

Ce serait, bien sûr, une révolution pour notre institution. Mais on ne sortira pas de la crise si les missions et la gestion de la Banque restent soumises aux normes de la rentabilité privée, si on continue de dévitaliser le réseau.



La crise économique que la pandémie a précipitée est sans précédent. C'est une crise de civilisation. Les marchés, les entreprises, les gouvernements comptent sur les banques centrales pour empêcher un effondrement total de l'économie.

Elles n'y parviendront que si elles s'ouvrent à tous les citoyens et à une exigence qui monte dans un monde en plein bouleversement : s'attaquer à la domination du capital sur l'utilisation de l'argent et sur toute la société.

Nous contacter : bdfpcf@gmail.com



AUX ACTES CITOYENS! JE REJOINS LE PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____

Parti communiste français : 2, place du Colonel-Fabien 75019 Paris - Tél. : 01 40 40 12 12 / E-mail : pcf@pcf.fr / Web : www.pcf.fr